



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres en tant que Prérequis pour la Démocratie

Feuille de route des recommandations

APERÇU INTRODUCTIF

L'égalité des genres est fondamentale pour les démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera défectueux s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent tendent également à être des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des genres est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des genres et les droits des femmes à participer à la vie publique sont sapés par les mêmes forces qui entravent la démocratie. Par exemple, la désinformation fondée sur le genre et les abus en ligne à l'encontre des femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour miner les avancées en matière d'égalité des genres, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés vers une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Au rythme actuel, il est estimé qu'il faudrait environ 286 ans pour combler les écarts en matière de protection juridique et éliminer les lois discriminatoires, 140 ans pour une représentation équitable des femmes dans des postes de pouvoir et de leadership sur le marché du travail, et au moins 40 ans pour parvenir à une représentation équitable dans les parlements nationaux.² L'Objectif de Développement Durable (ODD) 5.5 vise à « garantir la pleine participation et l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique.³ »

Les recommandations de la Cohorte Genre du Sommet pour la Démocratie, coprésidée par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité (GIWPS) et International IDEA, offrent des suggestions pour renforcer la démocratie en recherchant l'égalité des genres.

¹ Exploring the Links between Women's Status and Democracy. Georgetown Institute for Women, Peace and Security, 2023.

² Progress on the Sustainable Development Goals: the gender snapshot 2022. UN Women and UN Statistics Division.

³ Women's Political Participation, Africa Barometer, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2021

Les recommandations et les actions proposées détaillées dans cette feuille de route ont été identifiées lors de consultations avec la cohorte, composée de plus de 100 représentants des gouvernements et de la société civile de toutes les régions du monde. Les gouvernements et la société civile sont encouragés à considérer ces recommandations comme des outils pour renforcer la démocratie en promouvant l'égalité des genres.

Les recommandations se concentrent sur trois piliers : l'inclusion, les cadres législatifs et politiques, et la prévention des conflits, la paix et la sécurité. Chaque pilier thématique est fondamental pour l'égalité des genres dans les processus démocratiques. L'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes sont directement et indirectement affectées par un ensemble complexe de normes et de pratiques sociales, de lois et de politiques. Les normes et pratiques socioculturelles définissent l'inclusion et renforcent les défis auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles exercent leur droit démocratique de participer et d'être représentées dans la vie publique et le leadership. Les cadres législatifs et politiques façonnent les opportunités et les compétences pour participer et être représentées dans les processus et les institutions démocratiques. Les processus de prévention des conflits, de paix et de sécurité déterminent comment un pays ou une région aborde les conflits qui ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles. La participation et la représentation des femmes dans tous les aspects des processus de prévention des conflits, de paix et de sécurité sont essentielles pour améliorer la sécurité des femmes et renforcer les processus et les institutions démocratiques.

INCLUSION

Identifier et aborder les normes et pratiques de genre préjudiciables et discriminatoires dans les systèmes et processus politiques, juridiques et éducatifs.

- **Action proposée** : Développer des campagnes de sensibilisation adaptées aux femmes/filles et aux hommes/garçons, avec des messages visant à démanteler les stéréotypes préjudiciables et à promouvoir l'égalité des genres et la prise de décision partagée, tant dans le domaine privé que public.
- **Action proposée** : Envisager l'adoption de programmes d'études éducatifs destinés aux enseignants et aux étudiants, afin d'autonomiser les femmes et les filles et de promouvoir l'égalité des genres.

Les normes sociales discriminatoires, les croyances culturelles et les stéréotypes de genre sous-tendent les pratiques et comportements qui perpétuent les inégalités de genre dans les domaines social, politique et économique. Ces croyances et pratiques préjudiciables, transmises de génération en génération, rendent les femmes moins susceptibles de s'engager en politique et perpétuent la sous-représentation des femmes dans les postes de leadership et dans la sphère publique. L'égalité des genres en tant que prérequis pour la démocratie nécessite des interventions précoces et durables visant à changer les normes et pratiques de genre préjudiciables. Ces interventions doivent se concentrer sur la promotion de messages positifs montrant une prise de décision partagée dans tous les domaines et le respect égal des droits humains des filles, des garçons, des hommes et des femmes.

Éliminer la violence contre les femmes en politique (VAWIP) et aborder la prolifération de la violence de genre facilitée par la technologie (TFGBV) et les abus.

- **Action proposée** : Adopter des normes légales de tolérance zéro pour toutes les formes de violence de genre, y compris la violence en ligne et la violence au sein des partis politiques.
- **Action proposée** : Aborder la violence et les abus de genre facilités par la technologie en collaboration avec les entreprises de médias sociaux. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes chargés de l'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les agresseurs responsables.
- **Action proposée** : Développer des stratégies et des outils pour atténuer les risques et les menaces auxquels sont confrontées les femmes en politique, les défenseurs des droits humains et les leaders de la société civile. Cela comprend des mesures visant à prévenir, suivre, signaler et répondre aux menaces et aux risques en ligne et hors ligne auxquels les femmes sont confrontées dans les espaces civiques.

Les progrès en matière d'égalité des genres et de démocratie sont entravés par une « pandémie » de violence et de harcèlement en ligne. Une enquête menée auprès des jeunes dans 180 pays a révélé que « 52% des jeunes femmes et filles ont été victimes de violence en ligne, y compris des messages menaçants, du harcèlement sexuel, le partage non consenti d'images privées, et 87% des jeunes femmes et filles pensent que le problème s'aggrave.⁴ »

Ces mêmes tactiques sont utilisées pour perpétuer la violence contre les femmes en politique. Selon la campagne #NotTheCost de l'Institut national démocrate (NDI), les femmes paient un coût personnel significatif pour leur participation et leur représentation politique. Le NDI identifie le "recul démocratique, l'essor des politiques des « hommes forts » et les « innovations technologiques » comme des facteurs qui modifient l'environnement et créent de nouveaux « moyens de perpétuer la violence contre les femmes politiquement actives.⁵ »

Dans le monde entier, des efforts sont déployés pour aborder la VAWIP et le TFGBV, mais davantage est nécessaire. La Bolivie a été le premier pays au monde à adopter une loi nationale criminalisant spécifiquement la « violence politique et le harcèlement à l'encontre des femmes ». L'Équateur, le Pérou, le Costa Rica et le Mexique ont également proposé des législations similaires. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est également à l'avant-garde de l'élaboration de « lois spécifiques sur le harcèlement en ligne, le cyberharcèlement et le cyber-espionnage », qui touchent principalement les femmes.⁶ De plus, des pays tels que l'Autriche et l'Estonie ont adopté des approches novatrices pour faire face à la violence numérique et compléter les réformes du code pénal.⁷

⁴ The World Wide Web Foundation, "Survey - Young people's experience of online harassment". 2020.

⁵ #NotTheCost, Ending Violence Against Women in Politics

⁶ "The Law and Violence Against Women in Politics". Juliana Restrepo Sanin, University of Denver, 2018.

⁷ "No space for violence against women and girls in the digital world". Dunja Mijatović, March 15, 2022.

Impliquer les hommes et les garçons dans la transformation des pratiques, attitudes et comportements discriminatoires qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

- **Action proposée :** Développer la capacité des hommes et des garçons à devenir des alliés stratégiques et des défenseurs de l'égalité des genres en remettant en question les pratiques, attitudes et comportements discriminatoires dans la société, les organisations et les partis politiques.
- **Action proposée :** Établir des alliances avec les leaders communautaires traditionnels pour aborder les normes socioculturelles, les stéréotypes et les pratiques sociales préjudiciables qui entravent l'égalité des genres, la participation, la représentation et le leadership des femmes.
- **Action proposée :** Développer des réseaux nationaux ou régionaux de leaders politiques masculins en tant que moteurs de l'égalité des genres, de l'autonomisation politique des femmes et du leadership dans la vie publique.

Les normes socioculturelles et les comportements qui excluent et discriminent les femmes et les filles entravent également les hommes et les garçons dans l'accomplissement de leurs rôles sociaux et familiaux. Une étude de l'ONU Femmes en 2022 a révélé que la majorité des hommes et des femmes conviennent que l'égalité des genres est importante dans tous les domaines. L'étude indique également qu'au cours de la pandémie de COVID-19, « les attitudes à l'égard de la violence domestique ont reculé et les hommes jeunes ont maintenant certaines des attitudes les plus régressives envers le genre ».⁸ Impliquer les hommes en tant qu'alliés et bénéficiaires de l'égalité des genres nécessitera de remettre en question les normes rigides liées au genre, car cela est essentiel pour progresser vers une démocratie inclusive. Des efforts supplémentaires, tels que la campagne mondiale [HeForShe](#) d'ONU Femmes, sont nécessaires pour promouvoir le rôle des hommes dans l'accélération des progrès vers l'égalité des genres et encourager des hommes influents et de haut profil, y compris des dirigeants mondiaux, à utiliser leurs plateformes et leur visibilité pour promouvoir l'égalité des genres.⁹

Promouvoir des conditions favorisant l'autonomisation politique, le leadership et la représentation des femmes dans la prise de décisions.

- **Action proposée :** Soutenir les réseaux stratégiques et l'accès aux ressources en allouant des fonds pour les programmes d'autonomisation politique et de leadership des femmes ; convoquer des réseaux de femmes pour favoriser le soutien mutuel et la collaboration entre partis politiques afin de promouvoir les opportunités d'échange de connaissances, de collaboration et de mentorat.
- **Action proposée :** Investir dans l'autonomisation économique des femmes ; promouvoir une répartition plus équitable du travail de soin entre les hommes et les femmes ; encourager les acteurs des médias à reconnaître et à aborder les stéréotypes de genre dans la couverture des femmes en politique et promouvoir une culture d'égalité et d'équité.
- **Action proposée :** Encourager les partis politiques à adopter des politiques et des pratiques inclusives et transparentes pour soutenir activement l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes. Cela comprend l'adoption d'engagements en faveur de l'égalité des genres au sein des cadres politiques des partis et l'adoption de listes de candidats alternant entre femmes et hommes pour permettre aux femmes de concourir à égalité de conditions.

⁸ UN Women Reveals Concerning Regression in Attitudes Towards Gender Roles During Pandemic in New Study". UN Women, June 22, 2022.

⁹ He for She, UN Global Solidarity Movement for Gender Equality

Plus de 75% du travail de soin non rémunéré dans le monde est effectué par des femmes.¹⁰ Cette répartition disproportionnée des responsabilités professionnelles constitue l'un des obstacles majeurs à la participation et à la représentation des femmes dans la vie politique et le leadership. S'attaquer à cet obstacle est essentiel pour renforcer l'inclusion des femmes dans la vie politique, économique et publique. Par exemple, la décision politique de l'Islande de fournir une garde d'enfants de haute qualité et un congé parental partagé a entraîné une augmentation du nombre de femmes au parlement, offrant un accès transformateur au travail et à la vie publique.¹¹ En 2021, le Costa Rica et le Paraguay ont mis en œuvre des politiques nationales de soins dans le cadre d'un effort régional visant à soutenir la garde d'enfants et d'autres services offrant plus d'options aux mères qui travaillent et à tous les parents.¹² De plus, permettre aux femmes et aux filles de décider et d'exercer un contrôle sur leur propre corps, y compris leur sexualité, leur santé reproductive et leur fertilité, peut également augmenter leurs opportunités de participation à la main-d'œuvre et à la vie politique.

Les stéréotypes de genre préjudiciables dans les médias influencent les perceptions des citoyens à l'égard des femmes, y compris les femmes occupant des postes de leadership, et représentent un autre obstacle majeur à l'inclusion des femmes. À l'échelle mondiale, les politiques et les candidates femmes sont souvent représentées de manière injuste dans les médias, ce qui mine leurs opportunités et leur crédibilité. La couverture se concentre souvent sur l'apparence des femmes et néglige leurs expériences de vie uniques, leurs qualités, leurs mérites politiques et leurs positions politiques.¹³

Une récente étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a révélé que l'une des principales raisons pour lesquelles les jeunes femmes décident de ne pas poursuivre une carrière politique est la façon dont les femmes sont représentées dans les médias et leur crainte des commentaires sexistes.¹⁴ En Ukraine, la plateforme [Povaha](#), qui signifie « respect », a utilisé les réseaux sociaux pour obtenir des réactions contre le sexisme dans les médias et la politique. Elle est devenue populaire dans tout le pays auprès des femmes de tous âges¹⁵ et représente un modèle prometteur qui pourrait être reproduit ailleurs.

CADRE LÉGISLATIF ET POLITIQUE

Mise en œuvre de politiques et de réformes législatives pour atteindre l'égalité des sexes dans la vie politique et publique.

- **Action proposée** : Identifier les lacunes dans les cadres législatifs afin d'éliminer les lois et politiques discriminatoires, y compris traiter les conflits entre les lois formelles et les lois et pratiques coutumières.
- **Action proposée** : Intégrer l'égalité des sexes dans les agendas démocratiques plus larges et tirer parti des cadres internationaux existants sur le genre, tels que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Convention d'Istanbul et l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (AMPS) pour renforcer l'égalité des sexes dans les efforts de construction démocratique.

¹⁰Findings from "Addressing Barriers to Women's Democratic Representation" Panel. OECD Global Forum & Public Governance Ministerial Meeting. November 2022.

¹¹"This is why Iceland Ranks First for Gender Equality". World Economic Forum, March 1, 2017.

¹²UN Women Highlights 2021–2022.

¹³A Digital Resilience Toolkit for Women in Politics, Kristina Wilfore, #ShePerists.

¹⁴Findings from "Addressing Barriers to Women's Democratic Representation". OECD Global Forum & Public Governance Ministerial Meeting. November 2022.

¹⁵"Women and Digital Advocacy in Post-Euromaidan Ukraine". Tanya Lokot, January 27, 2016.

Les cadres législatifs et politiques sont essentiels pour atteindre l'égalité des sexes en tant que préalable à la démocratie. Actuellement, les disparités entre les sexes dans les lois et les politiques nationales, combinées à un manque de volonté politique et de ressources pour la réforme, signifient que « les filles et les femmes n'ont encore que les trois quarts des droits légaux des garçons et des hommes ».¹⁶

La moitié des pays du monde utilisent maintenant une forme de quota électoral pour les parlements.¹⁷ Bien que les quotas législatifs soient la mesure spéciale la plus couramment utilisée pour accroître la participation des femmes, d'autres mécanismes pourraient être bénéfiques, en particulier en ce qui concerne le financement politique. Environ 30 pays disposent de financements publics ciblés sur l'équité des sexes qui lient le montant des financements publics au niveau d'équilibre entre les candidats proposés par un parti pour les élections, ou qui allouent une proportion des fonds publics aux activités liées au genre.¹⁸

Les quotas sont également utilisés par des entreprises privées pour accroître la parité des sexes dans les postes de direction. Dans l'Union européenne, le Parlement européen a adopté une nouvelle loi visant à garantir une augmentation du nombre de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse d'ici juillet 2026.¹⁹

Intégrer la planification et la budgétisation sensible au genre dans les politiques et l'allocation des ressources.

- **Action proposée** : Créer des systèmes nationaux pour collecter et analyser des données ventilées par sexe afin d'éclairer les décisions politiques des gouvernements nationaux et locaux.
- **Action proposée** : Adopter la budgétisation sensible au genre pour assurer une répartition équitable des ressources et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

Les données ventilées par sexe permettent aux décideurs politiques de comprendre comment orienter et prioriser les fonds dans tous les secteurs en fonction des réalités et des besoins différents des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et comment le genre affecte l'accès aux ressources.²⁰ Cependant, « le financement des données ventilées par sexe a diminué de 55% en 2020 malgré la reconnaissance généralisée que les données ventilées par sexe sont essentielles pour atteindre l'égalité des sexes dans l'ODD 5 et au-delà. »²¹ Il est nécessaire d'intensifier et de maintenir les efforts de collecte de données intersectionnelles par sexe dans le cadre des efforts en faveur de l'égalité des sexes et du renforcement de la démocratie.

Par conséquent, des données ventilées par sexe sont nécessaires pour éclairer la budgétisation sensible au genre, qui est un outil clé et un mécanisme politique pour orienter l'allocation des ressources et la mise en œuvre des décisions politiques. La plupart des pays du G20 collectent largement des données ventilées par sexe et disposent de structures budgétaires intégrant des politiques de genre, mais ces efforts nécessitent des mesures intentionnelles et doivent être renforcés dans toutes les régions du monde.

¹⁶ <https://unfoundation.org/blog/post/gender-equality-in-2022-the-best-the-worst-the-most-surprising-and-most-ridiculous/>

¹⁷ Gender Quotas Database, International IDEA.

¹⁸ "Political Finance Reforms, How to respond to today's challenges?". Yukihiko Hamada and Khushbu Agrawal, International IDEA, 2020.

¹⁹ "Gender Equality in 2022: The Best, the Worst, the Most Surprising and Most Ridiculous". Sia Nowrojee, UN Foundation, December 16, 2022.

²⁰ "Three ways to tackle gender data gaps—and 12 countries embracing the challenge", Anna Tabitha Bonfert, Talip Kilic, Heather Moylan, and Miriam Muller. February 7, 2022.

²¹ A Sharp Decline in Funding for Gender Data Puts SDG 5 at Risk: Charting a Way Forward". Data 2x, December 8, 2022.

PRÉVENTION DES CONFLITS, PAIX ET SÉCURITÉ

Exploiter la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (AMPS) pour renforcer les processus et les institutions démocratiques.

- **Action proposée** : Garantir la participation et la contribution des femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité. Donner la priorité à l'inclusion significative des femmes comme une stratégie clé pour prévenir et résoudre les conflits, construire la paix et la sécurité, et renforcer la résilience démocratique.
- **Action proposée** : Améliorer la coordination et l'allocation des ressources entre les efforts en matière de femmes, de paix et de sécurité et les efforts de construction démocratique. Cela inclut l'adoption des Plans d'action nationaux (PAN) de l'AMPS comme mécanisme pour promouvoir le rôle des femmes dans la construction de la paix, la gouvernance et les efforts de sécurité.
- **Action proposée** : Intégrer l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité dans les processus de reconstruction post-conflit et de transition politique pour établir et renforcer les processus et les institutions démocratiques ainsi que les structures de bonne gouvernance.

Travailler en collaboration pour développer des stratégies et des outils visant à atténuer les risques auxquels sont confrontées les femmes politiques, les défenseurs des droits humains et les leaders de la société civile.

- **Action proposée** : Collaborer avec les gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre et les femmes en politique pour développer des stratégies permettant d'identifier et de répondre aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils pour suivre et signaler les menaces et les incidents violents ; et des plans d'intervention rapide.
- **Action proposée** : Redéfinir la sécurité dans un sens plus large pour inclure les besoins quotidiens de sécurité des femmes et fournir une formation en sécurité aux femmes pour atténuer les menaces et accéder à des ressources qui renforcent la sécurité.

Il est documenté que des processus de paix inclusifs conduisent à de meilleurs résultats et à une plus grande durabilité.²² L'inclusion des femmes est tout aussi importante lors de la renégociation ou de l'établissement d'institutions démocratiques pendant les transitions politiques ou après des conflits violents. Ce sont des moments critiques pour mettre en place des politiques et des pratiques qui soutiennent la gouvernance inclusive et le leadership politique des femmes. Les femmes ont joué un rôle dans la préservation des engagements en faveur de l'égalité des sexes et des mesures de parité dans les constitutions, les nouveaux codes électoraux ou les statuts des partis.²³ Par exemple, le Réseau des femmes pour la paix de la Mano River (MARWOPNET) en Afrique de l'Ouest montre comment les femmes peuvent être des agents de changement efficaces dans les transitions politiques et les négociations de paix.

Malgré les données montrant l'impact positif de l'inclusion des femmes, celles-ci sont encore largement exclues des processus et des négociations de paix, et elles sont marginalisées dans la prise de décision et les rôles de leadership.

²² *Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace*. Jana Krause, Werner Krause, and Piia Bränfors, *International Interactions* 44, no. 6 (2018): 985–1016

²³ "Breaking the Cycle of Exclusion in Political Party Development", *Saskia Brechenmacher and Caroline Hubbard*. *Carnegie Endowment for Peace*, March 24, 2020.

L'Agenda des Femmes, de la Paix et de la Sécurité (AFPS), qui promeut la participation des femmes à la construction de la paix et aux transitions post-conflit, est un cadre politique existant qui peut être utilisé pour renforcer le rôle des femmes dans les efforts de construction démocratique et pour consolider les institutions démocratiques.²⁴ À ce jour, 105 pays ont élaboré des Plans d'Action Nationaux (PAN) pour faire avancer l'Agenda des Femmes, de la Paix et de la Sécurité. Les PAN de l'AFPS offrent un point d'entrée stratégique pour promouvoir l'inclusion des femmes dans la prise de décision, renforcer la résilience démocratique, protéger les droits des femmes et accroître la protection des femmes contre la violence.²⁵

NOTE FINALE

Annexe 1 - Liste des membres de la cohorte de genre

²⁴ Exploring the Links between Women's Status and Democracy. Georgetown Institute for Women, Peace and Security, 2023.

²⁵ National Action Plans, At a Glance.

Annexe 1

La liste des membres de la Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres en tant que Prérequis pour la Démocratie

Suède
Roumanie
Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Électorale
Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité
Australie
Chili
Finlande
Allemagne
Libéria
Islande
République du Kosovo
République de Corée
Kenya
Panama
Paraguay
Pérou
Demo Finlande
National Democratic Institute
Amnistía-Suède
Réseau des Femmes Parlementaires Arabes pour l'Égalité
Organisation de Coopération et de Développement Économiques - Direction de la Gouvernance Publique
Réseau Parlementaire des Femmes du Myanmar
Carnegie Endowment for International Peace
Secrétariat de COMESA
Fondation Multitudes-Chili
Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux
Fondation Garden of Hope-Taiwan
Centre Carter
Fondation Westminster pour la Démocratie
Agence des États-Unis pour le Développement International, Centre pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et la Gouvernance (DRG)
ONU Femmes
Institut Républicain International
Union Interparlementaire
Organisation des États Ibéro-Américains pour l'Éducation, la Science et la Culture (OEI)
Commission Interaméricaine des Femmes (CIM OEA)
Centre pour les Femmes en Politique Américaine (CAWP) - Université Rutgers

Human Rights Watch
Her Voice Liberia
AVAAZ-Pays-Bas
ACT Svenska Kyrkan
Institut Chr. Michelsen CMI
Académie Folke Bernadotte-Suède
Centre Genre pour le Développement Autonome (GenCED)-Ghana
Kvinna till Kvinna-Suède
Plateforme de Genre de la Société Civile-Gambie
Plateforme Féministe Libérale-Paraguay
RFSU-Suède
Association pour la Mise en Œuvre de la Convention des Nations Unies contre la Corruption
FEMNET
Concord-Suède
BCW-Global
Hologic, Inc.
Réseau Mondial des Femmes Professionnelles
Svenska Freds-Suède
Union to Union-Suède
Femmes et Droit en Afrique Australe - Eswatini
Secrétariat des ONG de Femmes-Libéria
Amazon
Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)-Espagne
IKEA Suède
Vodafone
Professeure Anne Marie Goetz, Centre des Affaires Mondiales, École d'Études Professionnelles, Université de New York